



T.C.
UNION OF SOUTHEASTERN ANATOLIA REGION MUNICIPALITIES

Appel urgent : "solidarité et action "

Au cours d'un conflit armé qui a redémarré dans la région kurde de la Turquie après les élections générales en Juin 2015, 186 civils, dont la plupart sont des femmes ou des enfants, ont été tués, des centaines d'autres ont été blessés et des milliers ont été arrêtés. Concernant les co-maires membres de notre Union des Municipalités du sud-est anatolien (GABB), 17 ont été arrêtés, 25 ont été suspendus de leurs fonctions et 6 sont en détention depuis Juillet 2015.

Pour mettre un terme aux violations des droits humains dans notre région il faut reprendre de toute urgence les pourparlers de paix pour résoudre la question kurde en Turquie. Depuis le mois d'août de cette année, et en réponse aux politiques répressives de l'Etat turc qui ont déferlé sur la région, des assemblées populaires se sont formées dans de nombreuses villes et villages kurdes et ont exprimé leurs exigences de s'auto-gouverner. Ces demandes d'auto-gouvernance, visant à mettre en place des structures décentralisées se sont heurtées au centralisme du gouvernement turc qui a répondu avec une violence disproportionnée, en particulier à Cizre, Sur (arrondissement centre de Diyarbakir), Silvan, Nusaybin, Dargeçit, Silopi et Yüksekova. Dans ces villes soumises depuis des semaines au couvre-feu au cours duquel des civils ont été tués par les forces de sécurité turques, la population fuit en masse. Des dizaines de civils sont la cible des snipers de l'Etat turc et d'autres, blessés, se voient interdire l'accès aux soins par les forces de sécurité. Les familles ne sont même pas autorisées à enterrer leurs morts tués par l'Etat turc. Et cet état de fait perdure dans les villes mentionnées ci-dessus. Plus de 200.000 personnes ont dû migrer des zones de conflit, et ce nombre est en constante augmentation. Les affrontements armés mettent en péril, dans le district de Sur, les monuments historiques inscrits au patrimoine mondial par l'UNESCO. Des édifices construits au 16^e siècle, comme la mosquée Kursunlu et le Pasha Hamam ont été la cible des forces de sécurité turques et en grande partie détruits à tel point qu'une restauration future semble fortement compromise.

Depuis la recrudescence des conflits armés, ce sont 18 villes de plus de 100 000 habitants qui ont été soumises au couvre feu et 5 d'entre elles le sont toujours à ce jour, 21 Décembre, 2015. Plus grave encore est la phase dans laquelle sont entrés, depuis le 14 décembre, les conflits armés dans les zones urbaines. Les forces armées turques ont commencé à utiliser dans les zones où vivent des centaines de milliers de civils des chars et des armes lourdes qui ne sont employés que dans les combats de guerre conventionnelle. Le nombre de soldats et de policiers a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières semaines dans notre région. Selon les statistiques fournies par les autorités turques de l'Etat, 14 généraux, 26 colonels et 10 000 soldats ont été envoyés pour la seule ville de Sirnak et il est prévu que 5 000 autres soldats seront transférés dans les jours suivants. Le ministère de l'Education nationale a ordonné aux enseignants en poste à Cizre et Silopi de quitter ces villes. Le Ministère de la Santé a envoyé une note officielle aux hôpitaux dans notre région leur demandant de prévoir plus de personnel et de stocker autant que possible du matériel pour soins médicaux.

Les manifestations pacifiques visant à protester contre le couvre-feu et violation des droits humains se heurtent à la brutalité policière et à la répression.

Tout ceci nous fait penser que les violations graves des droits humains qui ont lieu ces derniers mois vont se poursuivre et se développer. C'est pourquoi nous en appelons à toutes les forces démocratiques dans le monde pour s'opposer à ces mesures anti-démocratiques prises par l'Etat turc.

Avant qu'il ne soit trop tard et pour prévenir une hécatombe et stopper les violations des droits je fais nous demande concrètement et de façon urgente

- que les médias internationaux, les agences de presse, les journalistes viennent sur place, dans les zones de conflit, enquêtent et publient leur rapports.
- que les organisations gouvernementales et non gouvernementales travaillant sur les droits humains envoient, ensemble, des délégations.
- que des délégations internationales viennent rendre visite aux co-maires emprisonnés et enquêtent sur leurs conditions de détention et sur la validité de la procédure judiciaire.
- que les acteurs internationaux agissent de toute urgence auprès des parties concernées afin d'obtenir, pour toutes les zones urbaines, le retrait immédiat des forces armées et des armes lourdes, et à terme une possible trêve bilatérale.
- que tous les gouvernements rompent le silence et demandent au gouvernement turc de relancer les pourparlers de paix auxquels il a mis fin en juillet 2015.

Gültan Kışanak,
Co-présidente de l'Union des Municipalités du sud-est anatolien (GABB)
Co-maire de la ville métropolitaine de Diyarbakir